Tout se complique, vivent les solutions simples

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **31 (1994)**

Heft 1159

PDF erstellt am: **04.06.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1009319

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Domaine Public
DP
JAA
1002 Lausanne
17 février 1994 – nº 1159
Hebdomadaire romand
Trente-et-unième année

Tout se complique, vivent les solutions simples

Tout se complique. Les grandes idéologies ne font plus recette, elles qui proposaient les références indispensables à la compréhension et à la transformation du monde. L'affrontement entre les deux Grands a laissé place à une planète multipolaire, mais cette dernière nous donne le tournis. Le risque d'un conflit généralisé n'a faibli que pour libérer la violence des nationalismes exacerbés. Et quand la menace n'est plus celle des armes, elle prend des visages nouveaux mais pas moins inquiétants: guerre économique, catastrophes écologiques, désagrégation sociale.

Il n'est guère étonnant qu'en cette période d'incertitude et de désenchantement les pouvoirs constitués comme les organisations dites représentatives — partis, syndicats — suscitent une méfiance croissante de la part de la population. Laissant le champ libre à un discours politique appauvri, à l'échange d'idées aussi péremptoires que réductrices. Le temps est aux solutions simplistes, aux mots magiques dont l'incessant martèlement tient lieu de programme. Mais au fond nous savons bien que ces incantations ne sont porteuses d'aucun avenir.

Voyez les démocrates du centre zurichois qui stigmatisent pêle-mêle «la gauche et les gentils», responsables selon eux de la criminalité et de la scène de la drogue. Comme si l'ordre allait soudain surgir de l'usage accru de la matraque et de l'incarcération.

Voyez les médecins au chevet de la crise économique. Pour les uns, il n'est de remède que dans l'intervention vigoureuse de l'Etat qui doit investir et créer des emplois, sans égard à l'endettement des collectivités publiques, lourde hypothèque à la charge des générations futures. D'autres ne jurent que par le partage du travail, comme si une simple règle de trois suffisait à répartir équitablement l'emploi disponible. D'autres encore recommandent une cure intensive de concurrence — déréglementations par ci, privatisations par là —, oubliant que la loi de la jungle n'a jamais permis d'édifier une société.

Voyez les projets soumis ce dimanche au corps électoral genevois, qui tous promettent ce qu'ils ne sauraient tenir. L'initiative «Halte aux déficits» prétend sortir le canton de ses difficultés financières en bloquant les dépenses de l'Etat, comme si l'on pouvait arrêter brutalement un train sans le faire dérailler. Le gouvernement lui oppose une loi qui fixe un délai au rétablissement de l'équilibre budgétaire; mais on n'a jamais vu une norme juridique tenir lieu de volonté politique. Quant à la gauche elle attend plus d'équité fiscale de la publicité du registre de l'impôt; un objectif qui relève d'abord de l'efficacité du fisc

Tout se complique. Raison suffisante pour se méfier des solutions qui n'ont que l'apparence du bon sens. La complexité exige plus que des réponses simples, carrées, définitives. Elle appelle des actions nuancées, complémentaires, expérimentales aussi. Car il faut bien l'avouer, personne aujourd'hui ne peut prétendre détenir la panacée qui nous sortira de l'impasse économique, sociale, culturelle même dans laquelle nous sommes fourrés.

Les recettes classiques — «la croissance nous sortira d'affaire» — sonnent comme une rengaine usée qui ne convainc plus. Les esquisses d'utopie — «rupture avec le capitalisme» — restent floues et sans ancrage dans le réel. Nous sommes donc condamnés à l'imagination, non pour rêver de lendemains radieux et libres de toute contrainte mais pour construire patiemment l'avenir immédiat.

La place et l'organisation du travail, le rôle de l'Etat et le fonctionnement de l'administration, le souci écologique qui anime les consommateurs, donc l'économie, la répartition des richesses, tous ces thèmes appellent des réponses nouvelles, non pas seulement techniques mais surtout politiques, c'est-à-dire collectivement assumées. Des réponses à confronter en permanence aux exigences de la justice sociale et de la solidarité. Décidément, le réformisme a de beaux jours devant lui.

JD